

# **Les Trois Sources du Marxisme**

L'œuvre historique de Marx

*Traduction française 1947,  
Spartacus Cahiers mensuels n° 22*

**Karl Kautsky**  
**1908**

### **Avant-propos à la réédition de 1933**

Cet écrit fut publié pour la première fois en 1908, pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort de notre maître. Depuis il s'écoula vingt-cinq nouvelles années qui ont apporté la monstrueuse guerre mondiale et de formidables révolutions en Europe et en Asie. Mais la méthode de Marx, tout ce que Marx apporta à l'humanité pensante luttant pour des formes de vie supérieure, ne fut pas renversée en cette époque de bouleversements, mais au contraire affermie. En ces jours, où tout est ébranlé, où les classes bourgeoises et les partis doutent jusqu'à d'eux-mêmes, le marxisme nous donne la seule base certaine sur laquelle nous pourrions construire et nous construirons l'édifice d'un état social meilleur.

Pour cette raison, je puis rééditer le présent écrit sans changement, à quelques données près. L'œuvre historique de Marx n'a rien perdu de son importance dans ce dernier quart de siècle. Elle domine plus que jamais notre époque.

Kautsky

Vienne, février 1933.

---

### **Introduction**

Il y eut cinquante ans, le 14 mars 1908, que mourut Karl Marx, et il y a déjà un siècle que parut le *Manifeste Communiste* où sa doctrine fut exposée, dans ses grandes lignes, pour la première fois.

Ce sont là des époques déjà bien lointaines pour nous qui sommes d'un temps où la vie est si trépidante et où les conceptions scientifiques et esthétiques changent plus souvent que la mode. Cependant Karl Marx vit encore d'une vie intense parmi nous. Il domine plus que jamais la pensée contemporaine, malgré toutes les crises de marxisme et malgré toutes les objections et les réfutations des représentants officiels de la science bourgeoise.

Il aurait été complètement incompréhensible que son influence fût aussi extraordinaire si Marx n'avait réussi à découvrir les assises encore ignorées de la société capitaliste. Après de telles découvertes, il ne reste plus de connaissances sociologiques d'importance primordiale à acquérir qui soient telles qu'elles dépassent Marx, aussi longtemps que la forme actuelle de la société se maintiendra. On peut dire aussi que, pendant toute cette période, sa méthode sera plus fructueuse que n'importe quelle autre.

L'influence puissante et durable de Marx sur la pensée moderne aurait été encore incompréhensible s'il n'avait su dépasser par la pensée le mode de production capitaliste. Il en révéla les tendances qui mènent à une forme supérieure de société et dont les buts, bien que fort éloignés, se rapprochent continuellement, devenant de plus en plus tangibles au cours de l'évolution. Au fur et à mesure que l'on constate ces faits, on comprend davantage la grandeur de l'homme qui les a prophétisés.

C'est la fusion si rare de la profondeur scientifique avec l'audace révolutionnaire, qui le fait vivre avec bien plus d'intensité un demi-siècle après sa mort que lorsqu'il était parmi les vivants.

Si nous voulons définir le caractère de la contribution historique de cet homme prodigieux, le mieux sera peut-être de dire qu'elle est une synthèse de domaines différents et souvent même contradictoires : nous y trouvons avant tout la synthèse des sciences naturelles et des sciences psychologiques, la synthèse de la pensée anglaise, française et allemande, celle du mouvement ouvrier et du socialisme et celle enfin de la théorie et de la pratique. C'est parce qu'il a réussi non seulement à connaître ces domaines du savoir avec une universalité sans pareille, mais encore à posséder ces connaissances d'une manière magistrale qu'il lui fut possible de fournir la formidable contribution historique qui marque de son sceau les derniers lustres du dix-neuvième et les deux premiers du vingtième.

## 1. La synthèse des sciences naturelles et des sciences psychologiques

La production théorique de Karl Marx est à la base de toute son activité. Nous devons donc la considérer en tout premier lieu. Mais précisément sa vulgarisation présente de particulières difficultés. Il nous sera possible, espérons-le, de les surmonter bien que nous soyons obligés de nous limiter. En tout cas, les points que nous traiterons seront aisément compréhensibles. Le lecteur ne devra donc pas se laisser décourager à la lecture des premières pages, les suivantes étant plus faciles.

Les sciences sont réparties en deux grands domaines : celui des sciences naturelles, qui cherchent à définir les lois des mouvements des corps inanimés et animés, et celui des sciences psychologiques ou sciences de l'esprit nommés, en somme, improprement ainsi : parce que, dans la mesure où l'esprit apparaît comme manifestation d'un corps particulier, il est du domaine des sciences naturelles. La psychologie, c'est-à-dire la science de l'âme, utilise les méthodes des sciences naturelles et on ne s'est jamais avisé d'employer les sciences psychologiques à la guérison des maladies mentales. Les sciences naturelles ont un droit incontesté sur ce domaine.

Ce qu'on appelle les sciences psychologiques, ce sont en réalité les sciences sociales ; elles traitent des rapports de l'homme avec son semblable. Seules les activités et les manifestations psychologiques de l'homme qui y entrent en ligne de compte sont l'objet propre des sciences psychologiques.

Parmi celles-ci, on peut, de nouveau, distinguer deux groupes : les unes, qui étudient la société humaine comme telle et en se basant sur des observations numériques.

A ce groupe appartient l'économie politique, autrement dit la science des lois de la société économique sous le régime de la production matérielle ; l'ethnologie, c'est-à-dire l'étude des conditions sociales des différents peuples ; enfin, la préhistoire, ou la science des conditions sociales de la période dont il ne nous a pas été transmis de documents écrits.

L'autre groupe des sciences psychologiques comprend celles qui jusqu'à présent s'occupent surtout de l'individu et qui traitent de sa place et de son activité dans la société : l'histoire, le droit, l'éthique ou morale.

Le deuxième groupe des sciences psychologiques est extrêmement ancien et a exercé de tout temps la plus grande influence sur la pensée humaine. Le premier groupe, par contre, à l'époque de la formation de Marx, était récent, n'étant parvenu que depuis peu aux méthodes scientifiques. Il était du domaine des spécialistes et n'avait pas encore d'influence sur les idées générales, alors que celles-ci étaient imprégnées des sciences naturelles et psychologiques du deuxième groupe.

Entre ces deux dernières catégories de sciences, il y avait un abîme, que révélaient les conceptions générales opposées engendrées par chacune d'elles.

Les sciences naturelles avaient permis de découvrir dans la nature tant de relations nécessaires et conformes à des lois, ou en d'autres termes on y avait si souvent constaté que de mêmes causes engendraient de mêmes effets qu'elles étaient toutes pénétrées de l'hypothèse d'une conformité causale générale dans la nature et qu'elles avaient complètement banni l'idée de forces mystérieuses y agissant d'une manière arbitraire. L'homme moderne n'essaie plus d'influencer en sa faveur de telles puissances par des prières et des sacrifices, mais au contraire il tend à connaître les relations causales dans la nature afin d'en tirer ce dont il a besoin pour sa conservation ou son agrément.

Il en va tout autrement des sciences psychologiques. Celles-ci étaient encore dominées par l'idée de la liberté de la volonté humaine, volonté ne dépendant donc d'aucune nécessité causale. – Les juristes et les moralistes étaient enclins à rester fidèles à cette idée, pour ne pas sentir le sol se dérober sous leurs pieds. Si l'homme est un produit des circonstances, et son action est sa volonté de causes qui ne dépendent pas de son bon plaisir, que deviennent alors le péché et le châtement, le bien et le mal, la sentence juridique et le jugement moral ?

Ce n'était là, certes, qu'un mobile, un considérant et non un argument de la raison pratique. Celle-ci était surtout fournie par la science historique, qui, en réalité, ne reposait que sur l'ensemble des documents écrits des époques antérieures où les faits d'individus isolés, notamment des souverains,

étaient consignés souvent par eux-mêmes. Il semblait impossible de trouver une nécessité causale quelconque dans ces faits isolés. En vain des esprits formés à l'école des sciences naturelles tentèrent de trouver une telle nécessité. Ils s'insurgent certes contre cette conception que la conformité générale aux lois de la nature n'était pas valable en ce qui concerne l'action de l'homme. L'expérience leur apportait suffisamment de matériaux pour prouver que l'esprit ne faisait pas exception dans la nature, et qu'aux mêmes causes l'esprit répondait toujours par les mêmes effets. Toutefois, si l'on parvint à établir incontestablement la relation causale pour les actes psychologiques simples que l'homme a en commun avec les animaux, pour ses actes compliqués, pour les idées sociales et les idéals, les naturalistes ne purent la découvrir. Ils purent sans doute affirmer que l'esprit humain fait partie de la nature et qu'il est régi par des lois nécessaires, mais ils ne parvinrent pas à le prouver pour tous les domaines d'une manière suffisante. Leur monisme matérialiste reste incomplet et ne put avoir raison de l'idéalisme et du dualisme.

C'est alors que Marx vint. Il vit que l'Histoire est le résultat des luttes des classes ; il vit également que, dans l'Histoire, les idées agissantes des hommes, leur succès et leurs insuccès sont le résultat des luttes des classes. Mais il vit plus encore. Les oppositions et les luttes des classes, on les avait déjà constatées avant lui dans l'Histoire, mais elles étaient apparues surtout comme étant l'œuvre de la bêtise et de la méchanceté d'une part, de sentiments élevés et du progrès des idées d'autre part. Marx, le premier, découvrit leur relation nécessaire avec les rapports économiques, dont les lois peuvent être connues, comme il le démontra clairement. Mais les rapports économiques eux-mêmes reposent à leur tour, en dernière instance, sur le caractère et le degré de domination de l'homme sur la nature qui résulte de la connaissance des lois de celle-ci. Si distincte que puisse paraître la société du restant de la nature, ici comme là, nous trouvons l'évolution dialectique, c'est-à-dire le mouvement causé par une lutte d'oppositions surgissant spontanément et continuellement du milieu même.

L'évolution sociale fut ainsi située dans le cadre de l'évolution naturelle ; l'esprit humain, même dans ses manifestations les plus élevées et les plus compliquées, dans ses manifestations sociales, était expliqué comme étant une portion de la nature ; la conformité causale de son activité démontrée dans tous les domaines et la dernière base de l'idéalisme et du dualisme philosophiques anéantie.

De cette manière, Marx n'a pas seulement transformé complètement la science historique, mais il a aussi comblé l'abîme entre les sciences naturelles et les sciences psychologiques. En même temps, il fondait l'unité du savoir humain et par là même rendait la philosophie superflue dans la mesure où elle cherchait à remplacer précisément cette unité. La philosophie, en effet, n'était qu'une sagesse située au-dessus des sciences et qui n'en était pas déduite ; elle constituait une certaine unité de pensée sur l'évolution du monde.

La conception de l'Histoire de Marx représente un formidable progrès scientifique. La pensée et la connaissance humaines y auraient dû puiser abondamment – mais chose singulière, la science bourgeoise s'en détourna complètement et ce n'est seulement qu'en opposition à cette dernière, ce n'est qu'en tant que science particulière.

On s'est moqué de l'opposition entre la science bourgeoise et la science prolétarienne, comme s'il pouvait y avoir une chimie ou des mathématiques bourgeoises et une chimie ou des mathématiques prolétariennes ! Mais les railleurs prouvent uniquement qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit.

La découverte de la conception matérialiste de l'Histoire supposait deux conditions préalables. D'abord un développement suffisant de la science, et en second lieu un point de vue révolutionnaire.

La conformité aux lois de l'évolution historique ne pouvait être découverte que lorsque les nouvelles sciences psychologiques dont nous avons parlé plus haut, l'économie politique, l'ethnologie et la préhistoire eurent atteint un certain niveau. Seules ces sciences, dont l'essence excluait de prime abord l'individu et qui de prime abord se fondaient sur des observations numériques, permettaient de trouver les lois fondamentales de l'évolution sociale et d'étudier les courants qui mènent les individus et en premier lieu ceux qui n'admettent que la façon traditionnelle d'écrire l'Histoire.

Ces nouvelles sciences psychologiques ne se développèrent qu'avec le mode de production capitaliste et avec la circulation économique mondiale qui s'y rattache. Elles ne purent avoir de résultat

important que lorsque le capital devint prépondérant, mais lorsque par là même la bourgeoisie avait cessé d'être une classe révolutionnaire.

Seule, cependant, une pareille classe pouvait accepter la doctrine de la lutte de classe. Une classe qui veut le pouvoir, doit vouloir la lutte qui y mène et elle en comprend facilement la nécessité. Par contre, une classe au pouvoir considérera pareille lutte comme inopportune et elle se détournera de toute doctrine qui en démontre la nécessité.

Cette classe s'élèvera d'autant plus contre la doctrine de la lutte de classe que cette doctrine d'évolution sociale propose comme conclusion fatale de la lutte des classes contemporaine l'annihilation des maîtres actuels.

La théorie d'après laquelle les hommes sont les produits des rapports sociaux, à un point tel que les membres d'une société de forme déterminée se distinguent des hommes vivant dans des sociétés d'autres formes, n'est pas plus acceptable pour une société conservatrice, parce que le changement de société apparaîtrait comme étant le seul moyen de changer les hommes. Aussi longtemps que la bourgeoisie fut révolutionnaire, elle prôna la conception suivant laquelle les hommes étaient les produits de la société ; mais malheureusement alors, les sciences devant permettre l'étude des forces motrices de l'évolution historique n'avaient pas encore suffisamment progressé. Les matérialistes français du XVIII<sup>e</sup> siècle ne connaissaient pas la lutte des classes et ne portaient pas attention au progrès technique.

Ainsi s'ils savaient que, pour changer les hommes, il fallait changer la société, ils ne voyaient pas d'où proviendraient les forces nécessaires à cet effet. Ils les voyaient surtout dans la toute-puissance d'individus extraordinaires et avant tout d'éducateurs. Le matérialisme bourgeois ne put aller plus loin.

Dès que la bourgeoisie devint conservatrice, l'idée que les inconvénients propres à notre temps étaient dus aux rapports sociaux, qui devaient par conséquent être changés, lui parut rapidement insupportable. Dans la mesure où elles s'inspirent des méthodes des sciences naturelles, elle essaie maintenant de prouver que les hommes sont naturellement ce qu'ils sont, qu'ils doivent être tels et que vouloir changer la société ne signifie rien d'autre que vouloir perturber l'ordre naturel. On doit être exclusivement formé selon la discipline des sciences naturelles et être resté insensible aux rapports sociaux de notre temps pour affirmer la perpétuation nécessaire de ces derniers. La plus grande partie de la bourgeoisie n'en a plus le courage ; elle essaie de se consoler en contestant le matérialisme et en reconnaissant le libre-arbitre. Ce n'est pas la société qui fait les hommes, affirme-t-elle, mais au contraire les hommes qui font la société selon leur volonté. La société est imparfaite, parce que les hommes le sont. Nous devons améliorer la société non pas par des transformations sociales, mais en élevant les individus, en leur insufflant une moralité supérieure. Les hommes meilleurs produiront une société meilleure. Aussi l'éthique et la reconnaissance du libre-arbitre sont-elles devenues les doctrines favorites de la bourgeoisie actuelle. Ces doctrines doivent révéler la bonne volonté de la bourgeoisie, porter remède aux défauts sociaux, ne pas pousser à un changement social quelconque, mais au contraire s'y opposer.

Les connaissances qui peuvent être acquises sur la base de l'unité scientifique fondée par Marx sont inaccessibles à celui qui se tient sur le plan de la société bourgeoise. Seul celui qui prend une position critique vis-à-vis de la société bourgeoise ou, autrement dit, seul celui qui se place sur le terrain du prolétariat peut arriver à la compréhension de ces connaissances. Dans cette mesure on peut distinguer la science prolétarienne de la science bourgeoise.

Naturellement, l'opposition entre la science prolétarienne et la science bourgeoise s'exprime le plus fortement dans les sciences psychologiques, tandis que l'opposition entre la science féodale ou catholique et la science bourgeoise se montre de la manière la plus frappante dans les sciences naturelles. Mais la pensée humaine tend toujours vers l'unité, les différents domaines scientifiques s'influencent toujours réciproquement et pour cette raison nos conceptions sociales agissent en retour sur notre conception générale du monde. Ainsi, l'opposition entre la science bourgeoise et la science prolétarienne s'impose finalement aussi dans les sciences naturelles.

On peut déjà observer cette influence dans la philosophie grecque. Un exemple entre autres, qui se

trouve en relation étroite avec notre étude, se révèle dans la science moderne. J'ai déjà indiqué ci-avant que la bourgeoisie, aussi longtemps qu'elle était révolutionnaire, admettait également que l'évolution naturelle s'accomplît catastrophiquement. Depuis qu'elle est devenue conservatrice, elle ne veut plus entendre parler de catastrophes dans la nature. L'évolution s'accomplit maintenant, d'après elle, d'une manière plus lente et exclusivement par la voie de changements imperceptibles.

Les catastrophes lui paraissent anormales, monstrueuses et de plus uniquement propres à troubler l'évolution naturelle. Et malgré la théorie darwiniste de la lutte pour l'existence, la science bourgeoise s'efforce autant qu'elle le peut d'identifier l'évolution avec un mouvement tout pacifique.

Pour Marx, par contre, la lutte des classes n'était qu'une forme de la loi générale de l'évolution de la nature, qui n'a aucunement un caractère pacifique. L'évolution est pour lui, comme nous l'avons déjà remarqué, « dialectique », c'est-à-dire le produit d'une lutte d'éléments opposés qui surgissent nécessairement. Tout conflit de ces éléments irréconciliables doit finalement conduire à l'écrasement d'un des deux protagonistes et par conséquent à une catastrophe. Celle-ci peut se préparer très lentement, la force d'un antagoniste peut croître imperceptiblement, mais finalement l'effondrement d'un des antagonistes sera inévitable, par suite de la lutte et de l'accroissement en force de l'autre. Tous les jours, à chaque pas nous rencontrons de petites catastrophes dans la nature comme dans la société. Chaque mort est une catastrophe. Tout être et toute chose doivent succomber devant la prépondérance d'un antagoniste. Ce n'est pas seulement vrai pour les plantes et les animaux, mais aussi pour des sociétés entières et pour des empires comme pour des corps célestes.

Pour ces derniers également, la marche du processus général de l'évolution prépare à certains moments des catastrophes par une croissance graduelle des contradictions. Pas de mouvement, pas d'évolution sans catastrophes de temps à autre. Elles représentent un stade nécessaire de l'évolution, qui est impossible sans révolutions intermittentes. Cette conception dépasse la conception bourgeoise révolutionnaire qui admettait que l'évolution s'accomplissait uniquement par catastrophes, aussi bien que la conception bourgeoise conservatrice qui voit dans la catastrophe une perturbation, un ralentissement et non point le passage nécessaire d'une évolution souvent lente et imperceptible à une autre.

Nous trouvons une autre opposition entre la science bourgeoise et la science prolétarienne ou, si l'on préfère, conservatrice et révolutionnaire, dans la critique de la connaissance.

Une classe révolutionnaire, qui se sent de taille à conquérir la société, est aussi encline à ne pas admettre de limite à ses conquêtes scientifiques et à s'estimer capable de résoudre tous les problèmes de son temps. Une classe conservatrice, par contre, craint instinctivement tout progrès non seulement dans le domaine politique et social, mais aussi sur le terrain scientifique, parce qu'elle sent que toute science profonde ne peut plus lui être d'une grande utilité, mais au contraire peut infiniment lui nuire. Elle est encline à renier sa confiance dans la science.

La naïve assurance qui animait les penseurs révolutionnaires du XVIII<sup>e</sup> siècle, comme s'ils avaient en poche la solution de toutes les énigmes du monde, comme s'ils parlaient au nom de la Raison absolue, ne peut plus être partagée aujourd'hui par le révolutionnaire le plus audacieux.

De nos jours, personne ne niera ce que savait certes plus d'un penseur du XVIII<sup>e</sup> siècle et même de l'Antiquité : que tout notre savoir est relatif, qu'il représente un rapport de l'homme, du « moi » avec le reste du monde et qu'il nous montre uniquement ce rapport et non pas le monde lui-même. Toute connaissance est, par conséquent, relative, conditionnée et limitée et il n'y a pas de vérités absolues et éternelles.

Cela signifie simplement qu'il n'y a pas de termes à notre connaissance, que le processus de la connaissance est illimité, infini, et qu'il est *vraiment* fou de proposer une connaissance quelconque comme conclusion définitive de la vérité. Il ne l'est pas moins de considérer une proposition quelconque comme la limite extrême de la sagesse que nous ne pourrions jamais dépasser.

Bien mieux, nous savons que l'humanité a toujours réussi à dépasser toute limite de son savoir, limite qu'elle savait pouvoir franchir tôt ou tard pour rencontrer d'ailleurs plus loin de nouvelles frontières qu'elle ne soupçonnait pas auparavant.

Nous ne devons pas craindre de tout d'aborder un problème quelconque, que nous sommes en état d'élucider.

Nous ne devons pas, découragés, laisser tomber les bras pour murmurer résignés : *Ignorabimus* (nous ignorerons), nous n'en saurons jamais rien. Ce découragement cependant caractérise la pensée bourgeoise moderne. Au lieu de tendre de toutes ses forces à élargir et à approfondir notre savoir, elle s'applique de son mieux à en fixer les limites et à discréditer la certitude de la connaissance scientifique.

Aussi longtemps que la bourgeoisie était révolutionnaire, elle passait outre à de pareils problèmes.

Aussi Marx n'épargna jamais ses efforts pour réfuter la philosophie bourgeoise actuelle.

## 2. Marx et Engels

Ce fut son point de vue révolutionnaire prolétarien qui permit à Marx de fonder l'unité des sciences. Mais lorsque nous parlons de Marx, nous ne devons jamais oublier que cette œuvre fut accomplie en même temps par Frédéric Engels, un penseur de valeur égale et que, sans la collaboration étroite de ces deux hommes, la nouvelle conception matérialiste de l'Histoire et la nouvelle conception historique ou dialectique du monde n'auraient pu d'un seul coup se présenter d'une manière à la fois si achevée et si générale.

Engels arriva par une autre voie que Marx à cette conception. Marx était le fils d'un homme de loi et se destina d'abord à la carrière judiciaire, puis, plus tard, à la carrière universitaire. Il étudia le droit, la philosophie et l'Histoire et ne s'attacha aux études économiques que lorsqu'il ressentit amèrement qu'elles lui manquaient.

A Paris, il étudia l'économie, l'histoire de la Révolution et le socialisme, et le grand penseur Saint-Simon semble avoir eu sur lui une énorme influence. Ces études le menèrent à l'idée que ce ne sont ni la loi ni l'État qui font la société, mais au contraire que la société qui naît du processus économique fait la loi et l'État selon ses besoins.

Engels, par contre, était le fils d'un industriel. Il reçut les premiers fondements de son savoir, non pas au gymnase, mais à l'école moyenne, où il apprit à penser selon les méthodes des sciences naturelles. Il entra ensuite dans le commerce et exerça l'économie pratiquement et théoriquement à Manchester, au centre du capitalisme anglais où son père possédait une fabrique.

Venant de l'Allemagne, où il s'était familiarisé avec la philosophie hégélienne, il sut approfondir la science économique qu'il trouva à son arrivée en Angleterre. Son attention fut surtout attirée par l'histoire économique. Nulle part ailleurs, vers les années 40 du XIX<sup>e</sup> siècle, la lutte de classe prolétarienne n'était si développée, sa liaison avec l'évolution capitaliste si évidente, qu'en Angleterre.

Ainsi Engels arriva en même temps que Marx, mais par un autre chemin, au seuil de la même conception matérialiste de l'Histoire. Si l'un y est arrivé par le chemin des anciennes sciences psychologiques, c'est-à-dire le droit, l'éthique, l'histoire économique, l'ethnologie et par les sciences naturelles, c'est dans la Révolution, dans le socialisme qu'ils se rencontrèrent. C'est la concordance de leurs idées qui les rapprocha immédiatement lorsqu'ils entrèrent en relations personnelles en 1844, à Paris. L'identité des idées fit bientôt place à une communion complète et à une collaboration où il est impossible de dire ce que chacun a apporté. Certainement Marx était le plus éminent des deux et personne ne l'a reconnu avec moins d'envie et même plus joyeusement qu'Engels lui-même. Leur manière de penser s'appela d'ailleurs marxiste, du nom même de Marx. Mais Marx n'aurait pu produire ce qu'il a produit sans Engels, de qui il apprit dans une mesure formidable – d'ailleurs l'inverse est vrai également. Chacun d'eux s'éleva par sa collaboration avec l'autre et arriva ainsi à un élargissement de ses vues et à une universalité qu'il n'aurait pu conquérir lui seul. Marx serait venu sans Engels, comme Engels sans Marx, à la conception matérialiste de l'Histoire, mais leur évolution aurait été plus lente parce que les erreurs auraient été plus nombreuses. Marx était le penseur le plus profond et Engels le plus audacieux. Chez Marx la force d'abstraction était plus développée, c'est-à-dire le don de découvrir ce qui est général dans la confusion des phénomènes particuliers ; chez

Engels, c'était l'esprit de combinaison qui prédominait, c'est-à-dire la capacité de reconstituer, à l'aide d'observations particulières, l'ensemble d'un phénomène.

Chez Marx, la capacité de critique et d'auto-critique était plus vigoureuse ; elle mettait un frein à l'audace de sa pensée et l'incitait à avancer prudemment en éprouvant continuellement le sol, tandis qu'Engels, l'esprit tout rempli de la joie fière que lui donnaient ses vues grandioses, s'enthousiasmait vite et planait au-dessus des plus grandes difficultés.

Parmi les nombreuses suggestions que Marx reçut d'Engels, il en est une particulièrement importante.

Marx s'éleva formidablement parce qu'il domina la façon de penser allemande et qu'il l'enrichit de pensée française. Engels, d'autre part, le familiarisa avec la pensée anglaise.

Dès lors sa pensée prit tout son essor. Rien de plus erroné que de considérer le marxisme comme purement allemand. Il fut, dès son début, international.

### **3. Les synthèses de la pensée allemande, de la pensée française et de la pensée anglaise**

Trois nations représentaient, au XIXe siècle, la civilisation moderne. Seul celui qui s'était assimilé l'esprit de toutes les trios, et qui était ainsi armé de toutes les acquisitions de son siècle, pouvait produire l'immense travail que fournit Marx.

La synthèse de la pensée de ces trois nations, où chacune d'elles a perdu son aspect unilatéral, constitue le point de départ de la contribution historique de Marx et de Engels.

Le capitalisme, comme nous l'avons mentionné plus haut, était, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, beaucoup plus développé en Angleterre que dans n'importe quel pays. Ce développement était dû avant tout à la situation géographique de cette puissance, situation qui lui permit de tirer des avantages appréciables de la politique coloniale de conquête et de pillage à laquelle s'épuisèrent les États européens limitrophes de l'océan Atlantique.

Grâce à sa situation insulaire, elle n'avait pas besoin d'entretenir une forte armée permanente, elle pouvait consacrer tous ses moyens à sa flotte et conquérir, sans épuisement, la maîtrise des mers. De plus, sa richesse en charbon et en fer lui permettait de consacrer les richesses acquises par la politique coloniale au développement d'une grande industrie capitaliste qui à son tour, par la domination des mers, conquérait le marché mondial. Avant le développement des chemins de fer, la marche ne pouvait s'ouvrir pour les marchandises de grande consommation que par les voies maritimes.

Pour cette raison, il fut possible d'étudier en Angleterre plutôt qu'ailleurs non seulement le capitalisme et ses tendances, mais aussi, comme nous l'avons indiqué, la lutte prolétarienne de classe que ses tendances provoquèrent. Nulle part non plus, la science du mode de production capitaliste, l'économie politique, n'était aussi prospère. Il en était de même, grâce au commerce mondial, de l'histoire économique et de l'ethnologie. Mieux que n'importe où ailleurs, on pouvait apprendre en Angleterre ce que serait l'époque à venir. On pouvait connaître aussi, grâce aux nouvelles sciences psychologiques, les lois de l'évolution sociale qui régissent toutes les époques, et ainsi constituer l'unité des sciences naturelles et psychologiques.

Mais l'Angleterre n'offrait à cette fin que le matériel, et non la méthode d'investigation.

C'est précisément parce que le capitalisme s'est développé plus tôt en Angleterre qu'ailleurs que la bourgeoisie y est arrivée à la direction de la Société avant que la féodalité n'eût abdiqué complètement dans le domaine politique, économique et spirituel et que la bourgeoisie y a conquis une complète indépendance. La politique coloniale elle-même, qui stimulait le capitalisme, donna aussi aux seigneurs féodaux de nouvelles forces.

De plus, pour des raisons déjà mentionnées, l'armée permanente en Angleterre n'atteignit pas un grand développement, ce qui empêcha l'établissement d'un fort pouvoir politique centralisé.

La bureaucratie demeura faible et l'administration autonome des classes régnautes resta puissante à côté d'elle. Les luttes de classe ne se concentrèrent donc pas, mais au contraire s'éparpillèrent. Il en

résulta un esprit de compromis entre le passé et le présent qui pénétra toute la vie et toute la pensée. Les penseurs et les champions des classes nouvelles ne se dressèrent pas formellement contre le christianisme, l'aristocratie et la monarchie ; leurs partis ne rédigèrent pas de grands programmes. Ils ne tentèrent pas de penser leurs idées jusqu'au bout, ils préférèrent lutter pour telles mesures isolées suggérées par l'actualité plutôt que pour des programmes d'ensemble. L'étroitesse d'esprit et le conservatisme, la surévaluation du travail de détail en politique comme en science, l'abstention de toute velléité d'acquisition d'un large horizon pénétrèrent toutes les classes.

En France, la situation était toute différente. Ce pays était économiquement plus arriéré, ses industries capitalistes étaient avant tout des industries de luxe, la petite bourgeoisie était prédominante. Mais le ton était donné par la petite bourgeoisie de Paris.

Jusqu'à l'introduction des chemins de fer, de grandes villes d'au moins un demi-million d'habitants, comme Paris, n'étaient pas nombreuses et jouaient un rôle tout différent de celui qui leur est dévolu actuellement.

Avant l'établissement des chemins de fer qui permirent les transports de grandes masses d'hommes, les armées ne pouvaient qu'être de peu d'importance : elles étaient dispersées dans le pays, impossible à rassembler rapidement et leur armement ne mettait pas les masses populaires en un tel état d'infériorité qu'actuellement. Aussi, longtemps avant la Révolution, les Parisiens se distinguèrent par leur opiniâtreté à arracher par des soulèvements armés répétés des concessions au gouvernement.

Avant l'introduction de l'obligation scolaire, de l'amélioration des postes par l'utilisation du chemin de fer et du télégraphe, et de la diffusion des journaux quotidiens dans les campagnes, la supériorité et par conséquent l'influence intellectuelle de la population des grandes villes sur l'ensemble du pays étaient extraordinairement grandes.

Le compagnonnage représentait pour la masse des gens sans instruction la seule possibilité de se former au point de vue politique et esthétique, voire scientifique. Combien plus grande était cette possibilité pour la grande ville que dans les petites villes de province et les villages ! Tous ceux qui avaient de l'esprit en France partaient pour Paris. Tout ce qui se faisait à Paris était l'œuvre d'un esprit supérieur.

C'est cette population spirituelle, pétillante et courageuse, qui vit l'effondrement total du pouvoir de l'État et des classes régnautes.

Les mêmes causes qui, en France, contrecarraient l'évolution économique poussaient à la ruine de la féodalité et de l'État. D'abord la politique coloniale coûta à ce dernier un sacrifice formidable, brisant sa puissance militaire et financière et activant la ruine de nombreux paysans et plus encore des aristocrates. L'État, la noblesse et l'Église, qui avaient fait banqueroute politiquement et moralement et – sauf l'Église – financièrement, surent néanmoins exercer à l'extrême leur oppression, grâce à l'abolition des organisations populaires et à la puissance du gouvernement. Ce dernier disposait, en effet, de l'armée permanente et d'une administration importante qu'il avait centralisée entre ses mains. Cette situation entraîna finalement cette catastrophe colossale que nous connaissons sous le nom de grande Révolution française. Pendant cette période, les petits bourgeois et les prolétaires de Paris dominèrent la France et firent front à l'Europe.

Précédemment déjà, l'opposition aiguë et toujours croissante des besoins de la masse du peuple conduite par la bourgeoisie libérale et des besoins des nobles et du clergé protégé par les pouvoirs de l'État mena à la critique la plus radicale des idées antérieures. La guerre fut déclarée à toute autorité traditionnelle. Le matérialisme et l'athéisme, simples marottes d'une noblesse déchue en Angleterre et rapidement disparues du reste après la victoire de la bourgeoisie, représentaient au contraire en France le mode de penser des réformateurs les plus audacieux et des classes nouvelles. Si en Angleterre les causes économiques des antagonistes et des luttes de furent manifestes, en France révolutionnaire, par contre, on put le plus clairement voir que toute lutte de classe est une lutte pour le pouvoir politique. On peut constater en France aussi que la tâche d'un grand parti politique ne se résout pas à l'application de quelques réformes, mais qu'elle doit être la conquête du pouvoir politique, et que, d'autre part, cette conquête par une classe opprimée entraîne toujours une

modification du mécanisme social.

Si en Angleterre, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, c'était la science économique qui était la plus avancée, en France c'était la pensée politique ; si l'Angleterre était régie par l'esprit de compromis, la France l'était par celui du radicalisme ; si en Angleterre le travail de détail de la lente construction organique prédominait, en France c'était celui que nécessite l'ardeur révolutionnaire.

La pensée audacieuse et radicale pour qui rien n'était sacré, qui poursuivait toute idée jusqu'au bout sans égards et sans inquiétude pour les conséquences, précéda l'action audacieuse et radicale. Mais si brillants et si séduisants que furent les résultats de cette pensée et de cette action, les défauts de ces avantages se développèrent également. Plein d'impatience, on ne prit pas le temps de se préparer à atteindre les buts les plus extrêmes. Plein de ferveur à conquérir d'un élan révolutionnaire la forteresse de l'État, on négligea le travail préliminaire d'investissement. Et cette poussée pour arriver aux plus hautes vérités entraîna rapidement à des conclusions hâtives et mit à la place de la recherche patiente le goût des idées spirituelles et improvisées. La tendance à vouloir enfermer dans quelques formules et quelques grands mots la plénitude infinie de la vie se fit jour.

Au prosaïsme britannique s'opposa l'ivresse phraséologie gauloise.

La situation en Allemagne était encore différente.

Le capitalisme y était encore moins développé qu'en France, parce que l'Allemagne était presque complètement coupée de l'océan Atlantique, la grande route des échanges du commerce mondial de l'Europe, et parce qu'elle ne se remettait, de ce fait, que lentement des horribles dévastations de la guerre de Trente ans. Bien plus encore que la France, l'Allemagne était un pays petit-bourgeois, et de plus un pays sans fort pouvoir politique central. Divisée en un grand nombre de petits États, elle n'avait pas de grande capitale et la vie des petites villes et des petits États rendait sa peu nombreuse petite bourgeoisie faible et lâche. L'effondrement final de la féodalité ne fut pas le fait d'un soulèvement intérieur, mais d'une invasion de l'extérieur. Ce ne sont pas les bourgeois allemands, mais au contraire les soldats français qui balayèrent la féodalité des parties les plus importantes de l'Allemagne.

Certes, les grands succès de la bourgeoisie ascendante en Allemagne et en France stimulèrent aussi la bourgeoisie allemande, mais le désir d'action de ses éléments les plus énergiques et les plus intelligents ne put se réaliser dans aucun des domaines qu'avait conquis la bourgeoisie de l'Europe occidentale. Ils ne pouvaient ni fonder ni diriger de grandes entreprises commerciales et industrielles, ni intervenir dans les parlements et dans une presse toute puissante sur les destins de l'État, ni commander des flottes et des armées. La réalité était pour cette bourgeoisie désespérante et il ne lui restait plus que l'évasion dans la pensée pure et la transfiguration de la réalité par l'art, où elle se jeta à corps perdu et où elle créa de grandes choses.

Ici, le peuple allemand surpassa la France et l'Angleterre. Tandis que celles-ci produisaient Fox, Pitt et Burke, un Mirabeau, un Danton, un Robespierre, un Nelson et un Napoléon, l'Allemagne donna un Schiller, un Goethe, Kant, Fichte et Hegel.

La pensée était l'occupation la plus élevée des grands Allemands, l'idée se présentait à eux comme maîtresse du monde, la révolution de la pensée comme moyen de révolutionner le monde. Plus la réalité était étroite et misérable, plus la pensée essayait de s'élever au-dessus d'elle, de dépasser ses limites et de saisir tout l'infini.

Tandis que les Anglais concevaient les meilleures méthodes pour perfectionner leurs flottes et leur industrie, les Français pour assurer la victoire de leurs armées et de leurs insurrections, les Allemands imaginèrent les meilleures méthodes pour l'avancement de la pensée et de la recherche intellectuelle.

Mais ces résultats, comme ceux de la France et de l'Angleterre, n'étaient pas sans désavantage pour la théorie comme pour la pratique. L'éloignement de la réalité produisit une ignorance du monde et une surévaluation de l'importance des idées, auxquelles on attribua une vie et une force en soi, indépendantes de la tête des hommes qui les créaient et qui avaient à les réaliser. On se contentait d'avoir des théories justes et on négligeait de lutter pour conquérir la puissance nécessaire afin de les

appliquer. Si profonde que fut la philosophie allemande, si méthodique que devint la science allemande, si enthousiaste que fut l'idéalisme allemand, si majestueuses que furent les œuvres qu'ils accomplirent, ils ne cachèrent pas moins une indicible impuissance à agir et un renoncement absolu à toute lutte pour le pouvoir.

L'idéal allemand fut bien plus sublime que l'idéal français ou même que l'idéal anglais, mais on ne fit pas un pas pour s'en approcher. On déclarait d'avance l'idéal était inaccessible.

Les Allemands, longtemps, ne surent se débarrasser de l'idéalisme inactif, comme les anglais du conservatisme et les Français de la phraséologie extrémiste.

Le développement de la grande industrie a finalement fait disparaître cet idéalisme pour le remplacer par un esprit belliqueux. Auparavant, il avait trouvé un réactif dans l'influence de l'esprit français après la Révolution.

L'Allemagne lui est redevable de quelques-uns de ses plus grands esprits. Souvenons-nous que Henri Heine et Ferdinand Lassalle unissent la pensée française révolutionnaire à la méthode philosophique allemande.

Mais le résultat fut plus important encore lorsque cette union se compléta de la science économique anglaise. C'est cette synthèse que nous devons aux travaux d'Engels et de Marx.

Ils reconnurent que l'économie et la politique, le travail de détail de l'organisation et l'ardeur révolutionnaire se conditionnaient l'un l'autre ; que le travail de détail est stérile sans le but essentiel qui en est à la fois le stimulant et la raison ; que ce but est imprécis sans le travail de détail préalable, qui seul donne la capacité de lutte nécessaire pour l'atteindre. Ils reconnurent également qu'un tel objectif ne peut naître du simple besoin révolutionnaire ; qu'il doit être dégagé des illusions et de l'enivrement, par l'application consciencieuse des méthodes de recherche scientifique, et qu'il doit être à l'unisson de l'ensemble du savoir de l'humanité. Ils reconnurent de plus que l'économie est le fondement de l'évolution sociale, et qu'elle comprend les lois qui régissent nécessairement cette évolution.

L'Angleterre leur donna la plus grande partie de la documentation économique qu'ils utilisèrent et la philosophie allemande la meilleure méthode pour en déduire l'objectif de l'évolution sociale contemporaine ; la Révolution française leur démontra de la manière la plus claire la nécessité de conquérir la puissance et notamment le pouvoir politique pour arriver au but.

C'est ainsi qu'ils créèrent le socialisme scientifique moderne par la fusion de tout ce que la pensée anglaise, la pensée française et la pensée allemande avaient de grand et de fertile.

#### **4. L'union du mouvement ouvrier et du socialisme**

La conception matérialiste de l'Histoire marque une date mémorable. Avec elle commence une nouvelle ère de la science malgré toutes les contestations des savants bourgeois. Elle marque une date non seulement dans la lutte pour l'évolution sociale, mais dans la politique au meilleur sens du mot. Elle réalisa, en effet, l'union du mouvement ouvrier et du socialisme, créant ainsi les conditions les plus favorables à la lutte de classe prolétarienne.

Le mouvement ouvrier et le socialisme ne sont nullement identiques de nature. Le mouvement ouvrier surgit nécessairement en opposition au capitalisme industriel, partout où celle-ci apparaît, expropriant les masses travailleuses et les asservissant, tout en les rassemblant et les unissant malgré lui dans les grandes entreprises et dans les villes industrielles. La forme originaire du mouvement ouvrier est purement économique : la lutte pour les salaires et le temps de travail qui, d'abord, s'exprime par des explosions de désespoir et des émeutes sans préparation, pour passer ensuite rapidement aux formes supérieures des organisations syndicales. De plus, la lutte politique apparaît rapidement. La bourgeoisie elle-même, dans sa lutte contre la féodalité, a besoin de l'aide prolétarienne qu'elle appelle à la rescousse. Ainsi les travailleurs apprennent bientôt à apprécier l'importance de la liberté et de la puissance politique pour leurs buts propres. Notamment, le suffrage universel sera très tôt en France et en Angleterre l'objet d'une aspiration politique des prolétaires et il amènera, déjà dans les années trente, en Angleterre, la formation d'un parti

prolétarien, celui des chartistes.

Le socialisme prend naissance plus tôt encore. Certes il est, tout comme le mouvement ouvrier, un produit du capitalisme : tous deux procèdent de la nécessité d'agir contre la misère à laquelle l'exploitation capitaliste condamne les classes laborieuses. Alors que la défense du prolétariat s'organise partout d'elle-même dans le mouvement ouvrier, là où une importante population ouvrière se rassemble, le socialisme suppose une connaissance approfondie de la société moderne. Tout socialisme repose sur l'idée que dans la société bourgeoise il n'est pas possible de mettre fin à la misère provenant du capitalisme. Cette misère provient en effet de la propriété privée des moyens de production et ne peut disparaître qu'avec elle. En cela, les différents systèmes socialistes sont d'accord ; ils ne diffèrent que dans la voie que chacun veut suivre pour arriver à la suppression de la propriété privée et dans les conceptions que chacun a de la nouvelle propriété sociale qui doit la remplacer.

Si naïfs que pouvaient être parfois les espérances et les projets des socialistes, les conceptions sur lesquelles ils se fondaient impliquaient une science sociale, qui était encore complètement inaccessible au prolétariat dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Certes, ne pouvait arriver aux conceptions socialistes qu'un homme qui aurait considéré la société bourgeoise du point de vue du prolétariat, encore fallait-il que cet homme possédât les méthodes scientifiques qui, à cette époque bien plus que maintenant, n'étaient accessibles qu'aux milieux bourgeois.

Le mouvement ouvrier procède naturellement et évidemment de la production capitaliste, partout où celle-ci atteint un certain niveau. Le socialisme, par conséquent, eut dans son évolution comme prémices non seulement le capitalisme, mais encore un concours de circonstances qui se présentèrent rarement.

Le socialisme apparut d'abord dans les milieux bourgeois. En Angleterre, le socialisme, très récemment encore, était propagé surtout par des éléments bourgeois. Ce fait apparaît comme une contradiction à la théorie marxiste de la lutte des classes, mais cela ne serait vrai que si la classe bourgeoise s'était identifiée avec le socialisme, ou que si Marx avait déclaré impossible que des individus non-prolétaires pour des raisons particulières pussent adopter le point de vue du prolétariat.

Marx a toujours affirmé que la seule force capable de faire triompher le socialisme, c'est la classe ouvrière. En d'autres termes, le prolétariat ne peut se libérer que par ses propres forces ; ce qui ne veut nullement dire que seuls des prolétaires puissent montrer le chemin du socialisme.

Il n'est plus nécessaire de prouver aujourd'hui que le socialisme n'est rien, s'il n'est pas porté par un mouvement ouvrier puissant. Le contraire n'apparaît pas aussi clairement, c'est-à-dire que le mouvement ouvrier ne peut développer toutes ses forces que s'il a compris le socialisme et l'a adopté.

Le socialisme n'est pas le produit d'une éthique indépendante du temps et de l'espace et des différences de classe. Il n'est, essentiellement, rien d'autre que la science de la société, en partant du point de vue du prolétariat. La science ne sert pas seulement à satisfaire le besoin de savoir, de connaître l'inconnu et le mystérieux, mais elle a aussi un but économique : épargner les forces. Elle permet à l'homme de se retrouver plus facilement parmi les choses de la réalité, d'éviter toute dépense inutile de forces et ainsi, à tout moment, d'obtenir le rendement maximum possible.

À son origine, la science sert directement et consciemment les buts d'économie de forces. Plus elle se développe et s'éloigne de son point de départ, plus il y a d'intermédiaires entre son activité de recherche et son effet pratique ; mais leur connexion ne peut en être ainsi que voilée et non pas supprimée.

Le socialisme, la science prolétarienne de la société sert aussi à rendre possible l'application rationnelle des forces du prolétariat : il y réussit d'autant mieux qu'il est lui-même plus parfait et que la connaissance de la réalité, qu'il implique, est plus profonde.

La théorie socialiste n'est nullement un jeu oiseux de savants de cabinet, mais au contraire, une affaire très pratique pour le prolétariat en lutte.

Son arme principale, c'est le groupement de la masse en organisations puissantes, autonomes et libres de toute influence bourgeoise. On ne peut arriver à ce résultat sans une théorie socialiste, qui seule est à même de discerner l'intérêt prolétarien commun aux diverses couches prolétariennes et de séparer celles-ci du monde bourgeois.

Un mouvement ouvrier, spontané et dépourvu de toute théorie se dressant dans les classes travailleuses contre le capitalisme croissant, est incapable d'accomplir ce travail.

Considérons, par exemple, les syndicats. Ce sont des unions professionnelles, qui cherchent à défendre les intérêts immédiats de leurs membres. Mais combien divergents sont les intérêts de chacune de ces professions prises séparément : des gens de mer et des houillers, des cochers et des typographes ! Sans théorie socialiste, ils ne peuvent connaître leurs intérêts communs et les différentes couches de prolétaires se considèrent mutuellement comme étrangères, voire comme ennemies.

Comme le syndicat ne représente que les intérêts immédiats de ses membres, il ne se trouve pas directement en rapport avec l'ensemble du monde bourgeois, mais d'abord avec les capitalistes de sa profession seulement. Il y a, à côté de ces capitalistes, toute une série d'éléments bourgeois qui tirent directement ou indirectement leurs ressources de l'exploitation des prolétaires et par là sont intéressés au maintien de l'ordre social bourgeois. Ils s'opposeront à tout essai de mettre fin à l'exploitation des prolétaires, mais ils n'ont nullement intérêt à ce que précisément les rapports de travail de l'une ou l'autre profession soient particulièrement défavorables. Il peut être parfaitement indifférent à un gros propriétaire foncier, à un banquier, à un propriétaire de journal ou à un avocat, du moment qu'ils ne possèdent pas de titres de filatures, que le filateur de Manchester gagne 2 ou 2 ½ schillings par jour ou qu'il travaille 10 ou 12 heures par jour.

Ces éléments bourgeois peuvent très bien avoir intérêt à faire certaines concessions aux syndicats pour obtenir d'eux, en retour, des services d'ordre politique. Il arriva ainsi que des syndicats, qui n'étaient pas guidés par la théorie socialiste se mirent au service de causes qui n'étaient rien moins que prolétariennes.

Mais de pires choses étaient possibles et arrivèrent. Toutes les couches prolétariennes ne sont pas capables de s'élever au niveau de l'organisation syndicale. Une différence se crée dans le prolétariat entre travailleurs organisés et non-organisés. Quand les premiers sont pénétrés de la pensée socialiste, ils forment la partie la plus combative du prolétariat. Quand cette pensée leur manque, les organisés ne deviennent que trop facilement des aristocrates, qui non seulement perdent toute sympathie pour les ouvriers inorganisés mais souvent même entrent en opposition avec eux, leur rendent l'organisation plus difficile, pour en monopoliser les avantages. Les travailleurs inorganisés sont cependant incapables de toute lutte et de toute ascension sans le concours des organisés. Sans leur appui, ils s'enfoncent d'autant plus dans la misère que les autres s'élèvent.

Ainsi le mouvement syndical peut même amener, malgré l'accroissement de la puissance de certaines couches, un affaiblissement direct de l'ensemble du prolétariat lorsque le mouvement syndical n'est pas pénétré de l'esprit socialiste.

L'organisation politique du prolétariat également ne peut exercer toute sa force sans cet esprit. Ceci est clairement démontré par le premier parti ouvrier, le Chartisme, fondé en 1835, en Angleterre. Certes celui-ci comprenait des éléments progressistes et clairvoyants ; cependant, dans son ensemble, il ne suivait pas un programme socialiste déterminé, mais seulement des objectifs isolés, pratiques et accessibles. Avant tout, le suffrage universel, qui ne doit certainement pas être un but en soi, mais un moyen d'atteindre le but. Ce but ne consistait pour l'ensemble des Chartistes, qu'en revendications économiques immédiates isolées, et avant tout la journée de travail normale de dix heures. Il en résulta un premier désavantage : le parti ne fut pas purement un parti de classe, le suffrage universel intéressant aussi les petits-bourgeois.

Il dut paraître avantageux à plus d'un que la petite bourgeoisie en tant que telle se ralliât au parti ouvrier. Par-là, celui-ci fut plus nombreux, mais non plus fort. Le prolétariat a ses propres intérêts et ses propres méthodes de combat qui se distinguent de celles de toutes les autres classes. Il restreint son action par l'union avec les autres, et ne peut, par là même, exercer toute sa force. Certes les

petits-bourgeois et les paysans sont bien reçus chez nous socialistes, lorsqu'ils veulent se joindre à nous, mais seulement lorsqu'ils se placent sur une base prolétarienne, et qu'ils se considèrent comme des prolétaires. Notre programme socialiste est là pour garantir que seuls de tels éléments de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie viennent à nous. Pareil programme manquait aux Chartistes et ainsi de nombreux éléments petits-bourgeois se joignirent à leur lutte pour le droit électoral, éléments qui possédaient aussi peu de compréhension que d'inclination pour les méthodes de lutte et les intérêts prolétariens.

Comme conséquence fatale, de vives luttes intérieures eurent lieu dans le Chartisme même et l'affaiblirent beaucoup.

La défaite de la Révolution de 1848 mit ensuite fin pour une dizaine d'années à tout mouvement ouvrier politique. Lorsque le prolétariat européen s'agita à nouveau, la lutte pour le suffrage universel reprit parmi la classe ouvrière anglaise. On pouvait s'attendre à une résurrection du Chartisme. Mais alors la bourgeoisie anglaise fit un coup de maître. Elle divisa le prolétariat anglais, accorda le droit de vote aux travailleurs organisés, les détacha du restant du prolétariat et prévint par-là la résurrection du Chartisme.

Comme celui-ci ne possédait pas de programme d'ensemble dépassant la revendication du droit de vote, dès qu'on eut répondu à cette revendication de manière telle que la partie combative de la classe ouvrière fut satisfaite, la base du Chartisme devait disparaître. Ce n'est qu'à la fin du siècle que, suivant de très loin les travailleurs du continent européen, les Anglais fondèrent un nouveau parti ouvrier autonome. Mais pendant longtemps ils n'ont pas saisi la signification pratique du socialisme pour le développement complet de la puissance du prolétariat et ont refusé d'accepter pour leur parti un programme parce que celui-ci ne pouvait être qu'un programme socialiste ! Ils attendirent que la logique des faits les y contraignît.

Actuellement et sous tous les rapports, les conditions de l'union si nécessaire du mouvement ouvrier et du socialisme sont accomplies. Elles manquaient dans les premiers lustres du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les travailleurs furent à cette époque abattus par le premier assaut du capitalisme. Quant à étudier d'une manière approfondie les problèmes sociaux, il leur en manquait les moyens.

Les socialistes bourgeois ne virent, pour cette raison, de la misère que le capitalisme répand, qu'un seul aspect, l'oppression, et non l'autre, excitant qui aiguillonnait le prolétariat vers l'ascension révolutionnaire. Ils croyaient qu'il n'y avait qu'un facteur qui permit de réaliser la libération du prolétariat : la bonne volonté de la bourgeoisie. Ils appréciaient la bourgeoisie d'après leur propre valeur, croyaient trouver parmi elle suffisamment de compagnons d'idées pour être en état d'appliquer des mesures socialistes. Leur propagande socialiste trouva d'ailleurs au commencement beaucoup d'écho parmi les philanthropes bourgeois. Les bourgeois ne sont pas, en effet, en général inhumains ; la misère les émeut et, du moment qu'ils n'en tirent pas profit, ils voudraient volontiers la supprimer. Aussi sensibles qu'ils sont envers le prolétaire souffrant, aussi durs sont-ils envers le prolétaire militant. Ils sentent que celui-ci ébranle la base de leurs moyens d'existence. Le prolétariat qui mendie jouit de leur sympathie, celui qui revendique les met dans un état de sauvage hostilité. Ainsi les socialistes bourgeois trouvèrent-ils peu à leur goût que le mouvement ouvrier menaçât de leur enlever le facteur sur lequel ils comptaient le plus : la sympathie de la bourgeoisie bien-pensante pour les prolétaires.

Ils virent d'autant plus le mouvement ouvrier un élément fâcheux que leur confiance dans le prolétariat, qui en ce temps représentait encore en général une masse d'un niveau extrêmement bas, était minime et qu'ils constataient plus clairement l'insuffisance et la naïveté du mouvement ouvrier.

Ils arrivèrent souvent à se dresser directement contre le mouvement ouvrier, par exemple, en montrant combien les syndicats seraient superflus puisqu'ils ne voulaient qu'augmenter les salaires, au lieu de combattre le salariat lui-même qui est la cause de tout le mal.

Peu à peu cependant, un revirement se préparait. Vers 1840, le mouvement ouvrier avait suffisamment évolué pour produire une série d'esprits des mieux doués qui s'assimilèrent le socialisme et qui virent en lui la science prolétarienne de la société. Ces travailleurs savaient déjà, de

leur propre expérience, qu'ils n'avaient pas à compter sur la philanthropie de la bourgeoisie. Ils comprirent que le prolétariat devait se libérer lui-même. De plus, des socialistes bourgeois aussi vinrent à cette idée qu'on ne pouvait se fier à la générosité de la bourgeoisie. Certes, ils n'avaient pas confiance dans le prolétariat. Son mouvement ne leur paraissait que comme une force destructive menaçant toute civilisation. Ils crurent que seule l'intelligence bourgeoise pouvait construire une société socialiste, ils ne virent plus la force motrice nécessaire à cette fin dans la *compassion* envers le prolétariat, mais dans la *peur* d'un prolétariat agressif. Ils en saisirent la puissance impressionnante et comprirent que le mouvement ouvrier provient nécessairement du mode de production capitaliste et qu'il croîtra toujours pendant ce mode de production. Ils espérèrent que la peur du mouvement ouvrier croissant inciterait la bourgeoisie intelligente à écarter le danger par des mesures socialistes. C'était un progrès important, bien que l'union du socialisme et du mouvement ouvrier ne pouvait procéder d'une telle conception. Il manquait en effet, aux ouvriers socialistes, malgré tout le génie de certains d'entre eux, le vaste savoir nécessaire pour fonder une théorie du socialisme dans laquelle le socialisme serait organiquement allié au mouvement ouvrier.

Les ouvriers socialistes ne purent que reprendre le vieux socialisme bourgeois, c'est-à-dire l'utopisme et l'adapter à leurs besoins.

Ceux qui allèrent le plus loin dans ce sens furent certains socialistes prolétariens qui procédaient du Chartisme ou de la Révolution française. Ces derniers notamment acquirent une grande importance pour l'histoire du socialisme. La grande Révolution avait clairement tiré la signification que la conquête du pouvoir de l'État peut avoir pour la libération d'une classe.

Dans cette révolution, grâce à des circonstances particulières, une puissante organisation politique, le Club des Jacobins, était arrivé à dominer Paris et par là toute la France, par l'action terroriste de petits-bourgeois mêlés, en une forte proportion, à des éléments prolétaires. Et même pendant la Révolution, Babeuf avait déjà tiré la conséquence de celle-ci dans un sens purement prolétarien et cherché, par une conjuration, à conquérir le pouvoir d'État pour une organisation communiste.

Le souvenir de ces événements ne s'était pas effacé chez les ouvriers français. La conquête du pouvoir, pour les socialistes prolétariens constitua rapidement le moyen par lequel ils voulaient gagner la puissance nécessaire à la réalisation du socialisme. Mais considérant la faiblesse et l'immaturation du prolétariat, ils ne pouvaient concevoir d'autre chemin pour la conquête du pouvoir que le « putsch » d'un certain nombre de conjurés qui devaient libérer la Révolution. Parmi les représentants de ces idées, Blanqui est le plus connu. En Allemagne, Weitling représenta des conceptions semblables.

D'autres socialistes procédèrent aussi de la Révolution française. Mais le « putsch » ou la tentative révolutionnaire leur sembla un moyen peu approprié pour renverser la domination du capital. Comme la tendance mentionnée plus haut, celui-ci comptait peu sur la puissance du mouvement ouvrier. Elle se tirait d'affaire, en négligeant de voir à quel point la petite bourgeoisie repose sur la même base de propriété privée des moyens de production que le capital et en croyant que les prolétaires pourraient régler leur compte aux capitalistes sans opposition de la petite bourgeoisie, ou « du Peuple », et même avec son aide.

On n'avait besoin que de la République et du suffrage universel pour obliger l'État à prendre des mesures socialistes.

Cette conception de beaucoup de républicains, dont le plus remarquable fut Louis Blanc, trouva en Allemagne une contrepartie dans la conception monarchiste de la royauté sociale, qu'entretenaient quelques professeurs et autres idéologues comme Robertus.

Ce socialisme d'État monarchiste ne fut qu'une mode, quelquefois démagogique. Il n'a jamais acquis une signification pratique sérieuse. Il n'en est pas de même pour les tendances représentées par Blanqui et Louis Blanc. Elles dominèrent Paris pendant les journées de la Révolution de février 1848.

Ces tendances trouvèrent dans la personne de Proudhon un critique puissant. Proudhon doutait du prolétariat comme de l'État et de la Révolution. Il admettait bien que le prolétariat doit se libérer lui-même ; mais il vit aussi que, si la classe ouvrière voulait lutter pour sa libération, elle devait

entreprendre le combat pour conquérir le pouvoir, parce que même la simple lutte économique dépend de l'État. Comme Proudhon tenait la conquête du pouvoir comme étant sans chance de succès, il conseilla au prolétariat de s'abstenir, dans ses efforts d'émancipation, de toute lutte et de n'essayer que les moyens d'organisation pacifique, comme par exemple les banques d'échange, les caisses d'assurances et autres institutions. Pour les syndicats, il avait aussi peu de compréhension que pour la politique.

Ainsi le mouvement ouvrier et le socialisme et tous les essais de créer un rapport plus étroit entre eux, pendant la dizaine d'années où Marx et Engels fixaient leur point de vue et leurs méthodes, formaient un chaos de tendances aussi diverses que multiples, qui avaient chacune découvert une petite part du vrai, mais dont aucune ne pouvait le saisir complètement et qui toutes devaient tôt ou tard finir dans l'insuccès.

Ce qui ne fut pas permis à ces tendances réussit au matérialisme historique qui, en plus de sa grande signification pour la science, acquit une non moins grande importance sociale. Il devait faciliter la révolution de l'une comme de l'autre.

Comme les socialistes de leur temps, Marx et Engels constatèrent que le mouvement ouvrier paraît insuffisant lorsqu'on l'oppose au socialisme et qu'on demande : quel est le moyen le plus approprié, le mouvement ouvrier (syndicat, lutte pour le droit de vote, etc.) ou le socialisme pour procurer au prolétaire des moyens certains d'existence et la suppression de toute exploitation ? Mais ils constatèrent aussi que cette question était tout à fait mal posée. Socialisme, moyens certains d'existence du prolétariat, suppression de toute exploitation sont identiques. La question est simplement celle-ci : comment le prolétariat arrive-t-il au socialisme ? Et ici la doctrine de la lutte de classe répond : par le mouvement ouvrier.

Certes, celui-ci n'est pas en état de procurer immédiatement au prolétariat une existence certaine et la suppression de toute exploitation, mais il n'est pas seulement le moyen indispensable d'empêcher la chute dans la misère des prolétaires isolés, mais encore de procurer à l'ensemble de la classe des travailleurs une force toujours plus grande, une force intellectuelle, économique et politique qui croît toujours, même si, en même temps, l'exploitation du prolétariat augmente. On ne doit pas apprécier le mouvement ouvrier d'après son importance dans la limitation de l'exploitation, mais au contraire, d'après son importance au point de vue de l'accroissement de la puissance du prolétariat. Ce n'est pas de la conjuration de Blanqui, ni du socialisme d'État de Louis Blanc et de Robertus, ni des organisations pacifiques de Proudhon, mais de la lutte de classe, qui peut durer des dizaines d'années et même des générations, que naît la force qui peut et doit prendre possession de l'État sous la forme de la République démocratique et y introduire le socialisme.

Mener la lutte de classe économique et politique, s'occuper de la manière la plus zélée du travail de détail, mais avec la pensée de l'exécuter avec de larges vues socialistes, grouper en un tout formidable, unifié et harmonieux se développant irrésistiblement chaque jour les organisations et les activités du prolétariat, ce sont là, d'après Marx et Engels, les tâches de tous ceux, prolétaires ou non, qui se placent au point de vue du prolétariat qu'ils veulent libérer.

L'accroissement de la puissance du prolétariat repose lui-même en dernière instance sur le remplacement des modes de production précapitalistes et petits-bourgeois par le mode de production capitaliste qui augmente le nombre des prolétaires, les concentre, les rend plus indispensables pour l'ensemble de la société et crée en même temps, à cause du capital toujours plus concentré, les prémices de l'organisation sociale de la production qui ne doit plus être recherchée arbitrairement par les utopistes, mais au contraire doit procéder de la réalité capitaliste.

Par cette conception, Marx et Engels ont créé le fondement sur lequel s'élève la démocratie socialiste, le fondement sur lequel se place le prolétariat militant du monde entier et d'où est partie sa marche triomphante.

Cette contribution ne fut pas possible aussi longtemps que le socialisme ne possédait pas sa science indépendante de celle de la bourgeoisie. Les socialistes avant Marx et Engels étaient certes, pour la plupart, initiés à la science de l'économie politique, mais ils le reprenaient, sans esprit critique, sous la forme dans laquelle elle avait été créée par les penseurs bourgeois et ils ne se distinguaient d'eux

que par les conclusions en faveur du prolétariat qu'ils en tiraient.

Marx, le premier, a entrepris d'une manière complètement indépendante l'étude du mode de production capitaliste et montré combien on peut le concevoir plus clairement et plus profondément lorsqu'on le considère d'un point de vue prolétarien au lieu d'un point de vue bourgeois, parce que le point de vue prolétarien dépasse ce mode de production au lieu d'y être inclus. A Marx, seulement, qui considère le capitalisme comme une forme sociale qui évolue, il fut permis de saisir complètement son caractère historique propre.

Ce travail formidable est contenu dans *Le Capital* de Marx, paru en 1867. Auparavant, il avait déjà exposé, avec Engels, son nouveau point de vue socialiste dans le *Manifeste Communiste* de 1848.

Ainsi le combat d'émancipation prolétarien reçut un fondement scientifique d'une grandeur et d'une solidité qu'aucune classe révolutionnaire ne posséda avant lui. Mais certes, il n'y eut aucune classe à qui échet une tâche aussi gigantesque que celle qui échoit au prolétariat moderne qui doit remboîter le monde entier que le capitalisme a fait sortir de ses joints. Le prolétariat n'est heureusement par un Hamlet qui accueille cette tâche par des lamentations. De la grandeur de celle-ci, il tire sa confiance.

## 5. Synthèse de la théorie et de la pratique

Nous avons examiné les travaux principaux de Marx et de son collaborateur Engels. Mais l'exposé de leur production serait incomplet si nous ne parlions pas de la synthèse de la théorie et de la pratique qui constitue un de ses aspects principaux.

Pour la pensée bourgeoise, ceci est une faiblesse de leur œuvre scientifique, devant laquelle, peut-être avec malveillance et incompréhension même, la science bourgeoise doit s'incliner. S'ils n'avaient été que ces théoriciens et des savants de cabinet, qui se seraient contentés d'exposer leurs théories en une langue incompréhensible pour le commun des mortels dans des in-folio inaccessibles, cela aurait encore pu passer. Mais le fait que leur science est née de la lutte et doit à son tour servir la lutte, la lutte contre l'ordre existant, cela a dû oblitérer leur impartialité et leur enlever leur honnêteté.

Cette misérable façon de considérer les choses ne permet de voir en un lutteur qu'un avocat, à qui sa science ne sert à rien d'autre qu'à lui fournir des arguments contre la partie adverse.

Personne n'a un plus grand besoin de vérité que le lutteur engagé dans une lutte terrible avec la perspective de ne résister que s'il connaît clairement sa situation et ses moyens d'action.

Les juges qui interprètent les lois de l'État peuvent être induits en erreur par les stratagèmes d'un avoué habile. Il n'en est pas de même de la nécessité des lois naturelles que l'on peut connaître mais non duper ou corrompre.

Le lutteur qui se trouve dans cette situation puisera dans l'ardeur de la lutte un désir plus grand d'entière vérité. Et aussi le désir, non pas de conserver pour soi la vérité acquise, mais de la communiquer à ses compagnons de lutte.

Ainsi Engels écrivait entre 1845 et 1848, époque où lui et Marx acquirent leurs nouveaux résultats scientifiques, qu'ils n'avaient nullement l'intention « de chuchoter ces résultats dans de gros livres exclusivement réservés au monde savant ». Ils se mirent au contraire immédiatement en relation avec des organisations prolétariennes pour y faire de la propagande pour leurs conceptions et la tactique qui y correspond. Ils réussirent ainsi à gagner à leurs principes l'internationale « Union des Communistes », une des plus importantes parmi les associations prolétariennes révolutionnaires de l'époque, principes qui trouvèrent leur expression peu de semaines avant la révolution de février 1848 dans le *Manifeste Communiste* qui devait servir de « fil conducteur » au mouvement prolétarien de tous les pays.

La révolution appela Marx et Engels de Bruxelles, où ils séjournaient, d'abord à Paris, ensuite en Allemagne, où ils se consacrèrent un certain temps à la pratique révolutionnaire.

La chute de la révolution les contraignit, fort à contrecœur, à partir de 1850, à se consacrer entièrement à la théorie. Mais lorsqu'au commencement des années 1860, le mouvement ouvrier

reprit vie, Marx – Engels fut d’abord empêché pour des raisons personnelles – se remit immédiatement de toutes ses forces au travail pratique du mouvement.

Il entra dans l’Association Internationale des Travailleurs, fondée en 1864 et qui devait devenir rapidement un épouvantail pour toute l’Europe bourgeoise.

Le ridicule esprit policier avec lequel même la démocratie bourgeoise soupçonne tout mouvement prolétarien, représente l’Internationale comme une monstrueuse société de conspiration qui s’était donné pour unique tâche l’organisation de troubles et de tentatives révolutionnaires. En réalité elle poursuivait ouvertement ses objectifs : la concentration de toutes les forces prolétariennes en une activité commune, mais propre, libérée de toute politique ou pensée bourgeoise, en vue de l’expropriation du capital et de la conquête de tous les instruments politiques et économiques des classes possédantes par le prolétariat. Le pas le plus important et le plus décisif dans cette voie, c’est la conquête de la puissance politique, mais l’émancipation économique des classes travailleuses est le bit final, *« auquel tout mouvement politique comme simple moyen doit se subordonner »*.

Comme moyen le plus approprié à l’accroissement de la puissance prolétarienne Marx considère l’organisation.

*« Les prolétaires possèdent un élément du succès », dit-il, dans l’Adresse Inaugurale, « le nombre. Mais le nombre n’a un grand poids que lorsqu’il est groupé en une organisation et conduit à un but précis ».*

Sans but, pas d’organisation. Le but commun seul peut unir les différents individus en une organisation commune. D’un autre côté, la diversité des buts est une cause de division comme la communauté du but amène l’union.

Précisément à cause de l’importance de l’organisation pour le prolétariat, tout dépend du genre de but qu’on lui assigne. Ce but est de plus grande signification pratique. Rien de moins pratique que cette façon de voir qui semble d’un si grand réalisme politique : le mouvement est tout, le but n’est rien. Est-ce l’organisation n’est donc rien et le mouvement inorganisé tout ?

Déjà avant Marx des socialistes assignèrent des buts au prolétariat. Mais ceux-ci provoquèrent le sectarisme, et divisèrent les prolétaires parce que chacun de ces socialistes mettait l’accent sur la manière spéciale qu’il avait trouvée de résoudre le problème social. Autant de solutions, autant de sectes.

Marx ne donna pas de solution particulière. Il s’opposa à toutes les mises en demeure d’être « positif » et d’exposer en détail les mesures à prendre, par lesquelles on émanciperait le prolétariat. Il ne proposa à l’Internationale que ce but général de l’organisation, que tout prolétaire pouvait adopter : la libération économique de sa classe ; et le chemin qu’il montrait pour y arriver était celui que l’instinct de classe du prolétaire indiquait : la lutte de classe politique et économique.

Avant tout ce fut la forme syndicaliste de l’organisation que Marx propagea dans l’Internationale ; elle apparut comme la forme d’organisation qui pouvait le plus rapidement possible réunir de grandes masses d’une manière durable. Dans les syndicats, il vit également les cadres du parti ouvrier. Sa pénétration de l’esprit de la lutte des classes et sa compréhension des conditions, grâce auxquelles l’expropriation de la classe capitaliste et la libération du prolétariat étaient possibles, n’agirent pas moins activement que le développement de l’organisation syndicale elle-même.

Il eut de fortes oppositions à vaincre, précisément chez les travailleurs les plus avancés, qui étaient encore pénétrés de l’esprit des anciens socialistes et qui appréciaient peu les syndicats, parce que ceux-ci ne touchaient pas au salariat. Ils leur parurent comme une déviation de la bonne méthode, qu’ils voyaient dans la fondation d’organisations dans lesquelles le salariat était directement vaincu, comme dans les coopératives de production. Si, malgré tout, l’organisation syndicale fit de rapides progrès sur le continent européen à partir de la deuxième moitié des années 60, elle le doit avant tout à l’Internationale et à l’influence que Marx exerça sur elle et par elle.

Les syndicats n’étaient pas pour Marx un but en soi, mais seulement le moyen de mener la lutte de classe contre l’ordre capitaliste. Il s’opposa de la manière la plus énergique aux chefs de syndicats qui

essayèrent de détourner les syndicats de ce but – que ce fût pour des raisons étroitement personnelles ou pour des considérations purement syndicales, notamment contre les fonctionnaires syndicaux qui commencèrent à tricher avec les libéraux.

En général, aussi indulgent et tolérant que Marx était envers les masses prolétariennes, aussi sévère était-il pour ceux qui se présentaient comme leurs chefs. Ceci fut surtout vrai pour les théoriciens.

Dans l'organisation prolétarienne était bienvenu, pour Marx, tout prolétaire qui se présentait avec l'intention honnête de participer à la lutte de classe quelles que fussent les conceptions que le nouvel adhérent prônait, les motifs d'action théoriques qui le menaient, ou les arguments qu'il employait ; qu'il fût athée ou chrétien, proudhonien, blanquiste, weitlingien ou lassalien, qu'il comprît la théorie de la valeur ou qu'il la fît pour superfétatoire. Naturellement, il ne lui était pas indifférent d'avoir affaire avec des ouvriers aux conceptions claires ou pleines de confusion. Il considérait comme un devoir important de les éclairer, mais il aurait tenu pour erroné de repousser des travailleurs parce qu'ils pensaient d'une manière confuse, et de les écarter de l'organisation. Il mettait toute sa confiance dans la puissance des contradictions de classes et dans la logique de la lutte de classe qui devait mener chaque prolétaire dans la bonne voie du moment qu'il avait adhéré à une organisation qui servait une véritable lutte de classe prolétarienne.

Mais il se comportait d'une manière différente vis-à-vis des gens qui vinrent au prolétariat comme professeurs et qui répandaient des conceptions propres à troubler la force et l'unité de cette lutte de classe. Vis-à-vis de tels éléments, il ne connaissait pas d'indulgence. Il s'opposa à eux en critique impitoyable, leurs intentions eussent-elles été les meilleures ; leur activité lui semblait en tout cas répréhensible – même lorsqu'il y avait des résultats et qu'elle ne s'exprimait pas en un pur gaspillage de forces.

Grâce à cela Marx fut toujours un des hommes les plus haïs ; haï non seulement de la bourgeoisie qui craignait en lui l'ennemi le plus dangereux, mais aussi de tous les sectaires, inventeurs, confusionnistes cultivés et autres éléments semblables dans le camp socialiste qui s'emportaient d'autant plus passionnément contre son « intolérance », son « autoritarisme », son « dogmatisme » et son « inquisition » qu'ils ressentaient douloureusement sa critique.

Avec ses conceptions, nous, marxistes, avons aussi repris cette position et nous en sommes fiers. Ce n'est que celui qui se sent le plus faible qui se plaint de « l'intolérance » d'une critique purement idéologique. Personne n'est plus durement, plus méchamment critiqué que Marx. Mais jusqu'ici il n'est encore jamais arrivé à un marxiste de chanter une complainte sur l'intolérance de nos adversaires d'idées. Pour cela, notre affaire est trop certaine.

Par contre, le découragement, qui parfois se manifeste dans les masses prolétariennes à la suite de querelles d'idées entre le marxisme et ses critiques, ne nous laisse pas indifférents. Ce découragement exprime un besoin tout à fait justifié : celui de l'unité du combat de classe et du groupement de tous les éléments prolétariens en une grande masse distincte, celui d'éviter des divisions qui pourraient affaiblir le prolétariat.

Les travailleurs connaissent très bien la force qu'ils puisent dans leur unité, ils l'apprécient plus que la clarté théorique et ils maudissent les discussions théoriques, lorsqu'elles menacent d'aller jusqu'à la division. Et cela avec raison, parce que le besoin de clarté théorique produirait le contraire de ce qu'il devrait donner s'il affaiblit la lutte de classe prolétarienne au lieu de la renforcer.

Un marxiste qui pousserait une divergence théorique jusqu'à la division d'une organisation de combat prolétarienne n'agirait pas d'une manière marxiste, c'est-à-dire dans le sens de la doctrine marxiste de la lutte de classe pour laquelle chaque pas en avant est plus important qu'une douzaine de programmes.

Marx et Engels ont exposé dans le *Manifeste Communiste*, au chapitre intitulé : « Prolétaires et Communistes », leur conception relative à la position que les marxistes devaient occuper dans les organisations prolétariennes. Les communistes étaient à peu près ce que nous appelons aujourd'hui les marxistes.

Dans ce chapitre, on peut lire ceci :

*« Quelle est la position des communistes vis-à-vis des prolétaires pris en masse ?  
Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.  
Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent du prolétariat.  
Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.  
Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :*

- 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat.*
- 2. Dans les différentes phases évaluatives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement générale.*

*Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue, la plus avancée de chaque pays, la section qui anime toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.*

*Le but immédiat des communistes est le même que celui de toutes les fractions du prolétariat : organisation des prolétaires en classe, destruction de la suprématie bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.*

*Les propositions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde.*

*Elles ne sont que l'expression, en termes généraux, des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique évoluant sous nos yeux. »*

Depuis quatre-vingt-cinq ans [en 1933] que ceci fut écrit, plus d'une situation a changé, de sorte que ces phrases ne peuvent plus être appliquées à la lettre. En 1848, il n'y avait pas encore de grands partis ouvriers unitaires ayant des programmes généraux socialistes, et à côté de la théorie marxiste, il s'en trouvait d'autres, bien plus répandues.

Aujourd'hui il n'y a plus, chez le prolétaire militant, uni dans des partis de masse, qu'une seule théorie socialiste vivante : la théorie marxiste. Tous les membres des partis ouvriers ne sont pas marxistes, et encore moins ont-ils une solide formation marxiste. Mais parmi eux, ceux qui n'admettent pas la théorie marxiste n'ont point du tout de théorie propre. Ou bien ils contestent l'utilité d'une théorie ou d'un programme quelconque, ou bien ils brassent les bribes de la pensée pré-marxiste. Ce qui suffit pour les buts habituels d'agitation populaire, mais ce qui est insuffisant lorsqu'il s'agit de discerner dans la réalité des phénomènes nouveaux et inattendus. Précisément à cause de cette souplesse et de cette inconsistance dans cette position on ne peut faire un édifice qui défie toutes les tempêtes.

Le marxisme ne doit plus aujourd'hui se dresser contre d'autres conceptions socialistes. Ses critiques ne lui opposent pas d'autres idées, mais émettent seulement des doutes sur la nécessité d'une théorie en général ou du moins d'une théorie conséquente. On ne lui oppose plus dans le mouvement ouvrier que des expressions telles que « dogmatisme », « orthodoxie » et autres et non plus de nouveaux systèmes.

Ce n'est là pour nous, marxistes, qu'une raison de plus de ne pas vouloir enfermer le mouvement ouvrier dans une secte marxiste particulière qui se séparerait des autres couches du prolétariat militant. Comme Marx nous considérons, comme étant notre tâche, d'unir l'ensemble du prolétariat en un organisme de lutte. À l'intérieur de cet organisme, ce sera toujours notre but de rester « la partie la plus active et la plus avancée » qui « ait sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence nette des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien », c'est-à-dire que nous nous efforçons de fournir le maximum dans l'action pratique et dans l'étude théorique, qu'il est possible de fournir dans des circonstances données. Nous ne voulons avoir une situation spéciale de l'organisation générale du prolétariat groupé en parti de classe que par la supériorité de notre travail que nous assure la supériorité de notre point de vue marxiste.

Le prolétariat, d'ailleurs, partout où il n'est pas pénétré de marxisme, est contraint par la force des choses à en prendre le chemin.

Il est très rare qu'un marxiste ou un groupe marxiste ait fait appel à la scission pour des divergences théoriques. Quand il y eut des divisions, ce furent toujours des divisions pour des raisons pratiques et non théoriques ; c'étaient toujours des divergences tactiques ou d'organisation qui les amenèrent et la théorie ne fut que le bouc émissaire chargé de tous les péchés commis en la circonstance.

Marx n'a pas seulement montré théoriquement la voie par laquelle le prolétariat doit atteindre au plus vite son haut objectif, il a été aussi pratiquement de l'avant dans cette voie. Par son activité dans l'Internationale, il devint un guide pour toute notre activité pratique.

[Aujourd'hui encore l'opposition si profonde entre communistes et social-démocrates n'est pas théorique, mais pratique. Pour cette raison, nous n'en parlerons, ici, pas plus longtemps. Cette opposition est une opposition tactique et d'organisation, et non pas l'opposition du marxisme et de l'anti-marxisme, mais au contraire celle de la démocratie et de la dictature. À ce sujet, nous pouvons, nous social-démocrates, pleinement nous en référer à Marx, qui intervint dans les questions du parti et des syndicats en faveur de la démocratie la plus complétée et dans celle de l'État en faveur de la république démocratique. (*Paragraphe rajouté en 1933.*)]

Non seulement comme penseur, mais encore comme modèle, nous avons ici à commémorer Marx ou mieux, ce qui est plus dans son esprit, à l'étudier. Nous ne tirerons pas un profit moindre de l'histoire de son activité personnelle que de ses études théoriques.

Il ne fut pas seulement un modèle par son activité, par son intelligence supérieure, mais aussi par son audace, sa persévérance qui se mariaient avec la plus grande bonté, l'abnégation et la sérénité inébranlable.

Pour connaître son audace, il faut lire son procès qui se déroula à Cologne, le 9 février 1849, à cause de son appel à la résistance armée où il expose la nécessité d'une nouvelle révolution. Le soin vigilant qu'il montra, alors qu'il vivait lui-même dans la plus grande misère, pour ses compagnons, à qui il pensait toujours avant de penser à lui-même, notamment après l'effondrement de la révolution de 1848, comme après la chute de la Commune de Paris de 1871, témoigne de sa bonté et de son abnégation. Toute sa vie fut une chaîne ininterrompue d'épreuves, auxquelles seul un homme dont la persévérance et l'énergie dépassaient de beaucoup la mesure commune pour résister.

Dès le début de son activité à la *Rheinische Zeitung*, en 1842, il fut pourchassé de pays en pays, jusqu'au moment où la Révolution de 1848 lui fit espérer la victoire. Par la défaite de la révolution, il se vit rejeté de nouveau dans la misère politique et personnelle, qui semblait d'autant plus sans espoir qu'en exil il était boycotté d'un côté par la démocratie bourgeoise, de l'autre par une partie des communistes mêmes qui le combattaient parce qu'il n'était, d'après eux, pas suffisamment révolutionnaire et que, de ses partisans, un grand nombre étaient enfermés pour de nombreuses années dans les forteresses prussiennes. Finalement vint une éclaircie, l'Internationale ; mais après peu d'années, elle disparut aussi à la suite de la chute de la Commune de Paris, et elle fut dissoute dans la confusion. Certes, l'Internationale avait accompli sa tâche de la manière la plus brillante, mais précisément à cause de cela les mouvements révolutionnaires des différents pays étaient devenus autonomes. Plus elle grandissait, plus l'Internationale avait besoin d'une forme d'organisation plus élastique, qui laissât plus de place aux différentes organisations nationales. Cependant, au même moment, les dirigeants des syndicats anglais qui voulaient marcher avec les libéraux se sentirent mal à l'aise à cause des tendances de la lutte de classe, alors que dans les pays latins l'anarchisme bakouninien se rebellait contre la participation des travailleurs à la politique : phénomènes qui poussèrent précisément alors le Conseil général de l'Internationale à l'application la plus rigoureuse de ses attributions centralisatrices, alors que le fédéralisme était plus nécessaire que jamais dans l'organisation.

Le fier navire conduit par Marx échoua sur cet écueil.

Ce fut une amère désillusion pour Marx. Certes, la brillante ascension de la social-démocratie allemande et le renforcement du mouvement révolutionnaire en Russie vinrent alors.

Cependant la loi sur les socialistes mit bientôt fin à cette ascension brillante, et le terrorisme russe atteignit son point culminant en 1881. À partir de ce moment, il alla en déclinant.

Ainsi l'activité politique de Marx fut une chaîne ininterrompue d'insuccès et de désillusions, tout comme son activité scientifique. L'œuvre de sa vie, le *Capital*, de laquelle il avait espéré beaucoup, resta apparemment inaperçue et sans action. Même dans son propre parti, son œuvre ne fut que peu comprise jusqu'au commencement des années quatre-vingts.

Marx mourut juste au seuil du temps où les semailles qu'il avait prodiguées dans les périodes les plus arides devaient se lever. Il mourut au moment où le mouvement prolétarien s'étendit à toute l'Europe et se pénétra de l'esprit de Marx, se plaçant sur les fondements qu'il avait établis, ce qui donna une période d'essor victorieux au prolétariat.

Si décourageante qu'aurait été cette situation pour beaucoup d'hommes, elle n'enleva jamais à Marx son égalité d'humeur ni ses convictions. Il dépassa si fortement son milieu et vit si loin au-delà de celui-ci qu'il put apercevoir la terre promise que la grande masse de ses contemporains ne soupçonnaient même pas. Ce fut la grandeur de son œuvre scientifique, ce fut la profondeur de sa théorie, où il puisa le meilleur de sa force de caractère, où son énergie et ses convictions prirent racine, qui le mirent à l'abri de toute défaillance et de cette inégalité de sentiments qui fait passer de la jubilation d'aujourd'hui au sombre pessimisme de demain.

Nous devons puiser également à cette source afin d'être certains que nous serons à la hauteur de notre tâche. Alors nous pourrons espérer atteindre notre but plus tôt qu'il ne l'aurait été autrement. La bannière de la délivrance du prolétariat et de l'humanité entière que Marx a déployée, qu'il brandit plus d'une génération avant nous, jamais abattu, jamais découragé par des attaques toujours renouvelées, cette bannière, les combattants qu'il a formés le planteront sur les ruines de la forteresse capitaliste.